

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F 90 — 2947

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil
en matière de films et de vidéogrammes

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 1^{er} de la loi spéciale de réforme institutionnelle du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 modifiées par les lois ordinaires de réformes institutionnelles des 9 août 1980 et 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de remplacer les anciennes conventions aujourd'hui échues par un cadre légal cohérent;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Sur proposition de notre Ministre-Président chargé de la Culture et de la Communication;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 16 juillet 1990;

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *L'agrément*

Article 1^{er}. Le Ministre chargé de la Culture et de la Communication, ci-après dénommé « Le Ministre », peut agréer et subventionner, dans les limites des crédits inscrits au budget, les ateliers de production et les ateliers d'accueil en matière de films et vidéogrammes organisés conformément au présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. Les ateliers de production et les ateliers d'accueil ont pour mission d'aider à la réalisation et à la production en film ou en vidéogramme d'œuvres de création, qu'elles soient destinées à une diffusion télévisuelle ou au circuit d'exploitation en salles, commercial ou non commercial.

§ 2. Il faut distinguer :

- a) les ateliers de production qui réalisent et produisent des œuvres de création;
- b) les ateliers d'accueil qui sont chargés de favoriser la réalisation, la production et la diffusion d'œuvres de création;

Le Ministre ne peut agréer que deux ateliers d'accueil, l'un en Région bilingue de Bruxelles-Capitale et l'autre en Région de langue française.

Art. 3. § 1^{er}. Pour être agréé, les ateliers de production et les ateliers d'accueil doivent répondre aux critères suivants :

- a) — être une personne morale;
- b) — promouvoir la recherche et l'expérimentation sur le plan technique et esthétique, valoriser l'originalité et l'authenticité des sujets, valoriser la création aussi bien dans l'écriture que dans la réalisation;
- c) — privilégier les premières œuvres des auteurs, pour au moins 40 % de la production ou de la coproduction ayant fait l'objet d'une intervention directe ou indirecte de la Communauté française;
- d) — valoriser et développer le patrimoine culturel de la Communauté française;
- e) — développer l'ensemble des activités susmentionnées dans la Communauté française, et veiller à développer celle-ci à un niveau belge et international;
- f) — satisfaire aux critères définis ci-dessus depuis trois ans au moins.

§ 2. En outre, pour être agréé, les ateliers de production et les ateliers d'accueil doivent également répondre au moins à l'un des deux critères suivants :

- a) — conclure avec la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), les chaînes de service public étrangères et les chaînes de télévision conventionnées avec la Communauté française, des accords de coproduction, de co-financement ou de diffusion;
- b) — conclure, dans le secteur associatif et institutionnel, des accords de coproduction, de co-financement ou de diffusion.

§ 3. Enfin, pour avoir accès à l'aide, les ateliers de production et les ateliers d'accueil doivent répondre aux conditions suivantes :

- présenter au Ministre un rapport annuel arrêté au 31 décembre concernant notamment les œuvres réalisées, produites ou coproduites et en particulier l'accueil aux premières œuvres des auteurs, ainsi que la diffusion de ces œuvres;
- tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier.

Art. 4. Pour être agréé, un atelier d'accueil doit en outre :

- consacrer au moins 65 % de sa subvention à l'ensemble de ses activités de production, de promotion et de diffusion de films ou de vidéogrammes, les 35 % restant étant réservés aux frais inhérents au personnel de gestion;
- présenter au Ministre un règlement d'ordre intérieur relatif notamment à ses modalités d'accès et de fonctionnement et s'engager à le respecter.

Art. 5. En cas de non respect des dispositions prévues aux articles 2 à 4, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément des ateliers de production et des ateliers d'accueil, dans les conditions fixées par l'Exécutif.

CHAPITRE II. — *L'octroi des subventions*

Art. 6. Dans les limites des crédits disponibles, le Ministre peut octroyer des subventions aux ateliers de production et d'accueil, dûment agréés en application des articles 1^{er}, 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 7. La subvention peut comprendre :

- 1^o une aide dans les frais de fonctionnement réellement dépensés;
- 2^o une aide dans les frais de personnel réellement dépensés pour les emplois ci-après :

A. Ateliers de production :

- 1 personne assurant la fonction de coordination;
- 5 personnes assurant des fonctions de réalisation et/ou de production et/ou des fonctions techniques;
- 1 personne assurant des fonctions administratives.

B. Ateliers d'accueil :

- 1 personne assurant la fonction de coordination;
- 4 personnes assurant des fonctions de production et/ou des fonctions techniques;
- 1 personne assurant des fonctions d'attaché de presse et de promotion;
- 1 personne assurant des fonctions administratives.

3^o Une aide en matière d'investissement.

4^o En ce qui concerne plus particulièrement les ateliers d'accueil, une aide à l'ensemble des activités de production, de promotion et de diffusion de films et de vidéogrammes.

Art. 8. Les taux d'intervention dans les frais de personnel des ateliers de production et ateliers d'accueil, sont fixés au minimum comme suit :

- 54 % pour les personnes assurant la fonction de coordination;
- 65 % pour les personnes assurant des fonctions de réalisation, de production ou d'attaché de presse et de promotion ou toute autre fonction de même nature;
- 73 % pour les personnes assurant des fonctions techniques;
- 90 % pour les personnes assurant des fonctions administratives.

Art. 9. Les barèmes à prendre en considération pour calculer le taux d'intervention dans les frais de personnel s'établissent comme suit :

- 1 092 592 F pour les personnes assurant la fonction de coordination;
- 907 892 F pour les personnes assurant la fonction de réalisation, de production ou d'attaché de presse et de promotion ou toute autre fonction de même nature;
- 808 219 F pour les personnes assurant des fonctions techniques ou toute autre fonction de même nature;
- 655 555 F pour les personnes assurant des fonctions administratives.

Art. 10. L'octroi de subventions aux ateliers de production et ateliers d'accueil agréés en application des articles 1^{er}, 2 et 3 du présent arrêté est subordonné à la présentation par ces associations :

1^o pour les subventions de fonctionnement et les subventions de personnel, ainsi que pour les aides à l'ensemble des activités de production, de promotion et de diffusion de films et vidéogrammes :

- d'un projet de budget annuel;
 - d'un programme d'activités;
- 2^o pour les subventions d'investissement :
- d'un plan annuel d'investissement.

CHAPITRE III. — *La liquidation des subventions*

Art. 11. La liquidation des subventions de fonctionnement et des subventions de personnel s'effectuera en deux tranches :

- la première, soit 75 % des aides octroyées, après approbation des arrêtés de subvention;
- le solde, sur présentation des documents prévus à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 12. La liquidation de la seconde tranche des subventions évoquées à l'article précédent est subordonnée à la présentation au plus tard le 31 mars de l'année qui suit :

1^o pour les aides en matière de fonctionnement et les aides à l'ensemble des activités de production, de promotion et de diffusion de films et vidéogrammes :

- des comptes et bilan de l'année de fonctionnement arrêtés au 31 décembre et approuvés en assemblée générale; les comptes et bilan des ateliers de production et ateliers d'accueil bénéficiant d'une subvention d'un montant supérieur à 1 500 000 F seront présentés sur des formulaires standardisés délivrés par les services de l'Exécutif; il y sera joint, soit une copie du rapport des commissaires aux comptes qui ont certifié les comptes annuels, soit une attestation d'un expert-comptable extérieur qui les a vérifiés;
- d'un rapport d'activités;

2^o pour les aides en matière de personnel :

- d'un relevé des dépenses supportées par l'association au cours de l'année pour le paiement de son personnel; ce relevé sera appuyé d'une attestation délivrée par l'ONSS notifiant le montant des salaires déclarés ou par une attestation des commissaires aux comptes qui ont certifié les comptes annuels; cette attestation peut également émaner d'un expert comptable extérieur qui les a vérifiés.

Art. 13. La liquidation des subventions d'investissement est subordonnée à la présentation d'un état des dépenses d'investissement réellement exposées, appuyé des justificatifs y afférents.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le premier janvier 1990.

Art. 15. Le Ministre est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 juillet 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N 90 — 2947

26 JULI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
betreffende de erkenning en de betoelaging van de produktieateliers en de gastateliers
voor films en videogrammen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de gewone wetten tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid de vroegere overeenkomsten die vandaag verlopen zijn te vervangen door een coherent wettelijk kader;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 18 juli 1990 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De erkenning*

Artikel 1. De Minister belast met Cultuur en Communicatie, hierna « de Minister » genoemd, kan, binnen de perken van de begrotingskredieten, de produktieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen die overeenkomstig dit besluit worden georganiseerd, erkennen en betoelagen.

Art. 2. § 1. De produktieateliers en gastateliers hebben als opdracht bij te dragen tot de realisatie en de produktie, in de vorm van films of van videogrammen, van originele werken, zowel bestemd voor een televisuele uitzending als voor het commerciële of niet commerciële uitbatingscircuit via de bioscopen.

§ 2. Het onderscheid moet worden gemaakt tussen :

a) de produktieateliers die eigen creaties realiseren en produceren;

b) de gastateliers, belast met de bevordering van de realisatie, de produktie en de verspreiding van originele werken;

De Minister kan slechts twee gastateliers erkennen, het ene in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en het andere in het Frans taalgebied.

Art. 3. § 1. Om erkend te worden, moeten de produktieateliers en de gastateliers aan de volgende criteria voldoen :

a) — een rechtspersoon zijn;

b) — onderzoeks- en experimentele werkzaamheden op technisch en esthetisch vlak bevorderen, de originaliteit en de authenticiteit van de onderwerpen opwaarderen, alsook de creatie zowel wat betreft het script als wat betreft de realisatie;

c) — de eerste werken van de auteurs bevoorrechten, naar rata van ten minste 40 % van de produktie of van de coproduktie waarvoor de Franse Gemeenschap rechtstreeks of onrechtstreeks een tegemoetkoming heeft toegekend;

d) — het cultureel patrimonium van de Franse Gemeenschap herwaarderen en ontwikkelen;

e) — het geheel van de hierboven vermelde activiteiten ontwikkelen in de Franse Gemeenschap en ervoor zorgen dat deze activiteiten worden verspreid tot op het Belgisch en internationaal niveau;

f) — sedert ten minste drie jaar aan de hierboven bepaalde criteria voldoen.

§ 2. Om erkend te worden, moeten de produktieateliers en de gastateliers bovendien ook voldoen aan ten minste één van de volgende twee criteria :

a) — met de « Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.) », met de buitenlandse openbare zenders en met de televisiezenders die met de Franse Gemeenschap overeenkomsten hebben afgesloten, akkoorden ondertekenen inzake coproduktie, cofinanciering of uitzending;

b) — met het verenigingsleven en de instellingensector, akkoorden afsluiten inzake coproduktie, cofinanciering of uitzending.

§ 3. Tenslotte, om de steun te kunnen genieten, moeten de produktieateliers en de gastateliers aan de volgende voorwaarden voldoen :

— aan de Minister een jaarverslag voorleggen, afgesloten op 31 december betreffende inzonderheid de gerealiseerde, geproduceerde werken of werken in coproduktie, en betreffende inzonderheid het onthaal van de eerste werken van de auteurs, alsook de verspreiding van deze werken;

— een comptabiliteit bijhouden die een financiële controle mogelijk maakt.

Art. 4. Om erkend te worden, moet een gastatelier bovendien :

- ten minste 65 % van zijn toelage aanwenden voor het geheel van zijn activiteiten inzake productie, bevordering en verspreiding van films of videogrammen, terwijl de 35 % die overblijven bestemd zijn voor de kosten die aan het beheerspersoneel inherent zijn;
- aan de Minister een huishoudelijk reglement voorleggen betreffende inzonderheid de modaliteiten inzake de toegang tot dit atelier en de werking ervan, en zich ertoe verbinden het na te leven.

Art. 5. In geval van niet-naleving van de bij de artikelen 2 tot 4 bedoelde bepalingen, kan de Minister, onder de door de Executieve vast te stellen voorwaarden, de erkenning van de productieateliers en van de gastateliers schorsen of intrekken.

HOOFDSTUK II. — De toekenning van de toelagen

Art. 6. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Minister toelagen toekennen aan de productieateliers en de gastateliers die behoorlijk erkend zijn in toepassing van de artikelen 1, 2 en 3 van dit besluit.

Art. 7. In de toelage kunnen begrepen zijn :

- 1° een tegemoetkoming in de werkelijk gemaakte werkingskosten;
- 2° een tegemoetkoming in de werkelijk gemaakte personeelskosten voor de hierna vermelde betrekkingen
 - A. Productieateliers :
 - 1 persoon die de functie coördinatie waarneemt;
 - 5 personen die de functies realisatie en/of productie en/of technische functies waarnemen;
 - 1 persoon die administratieve functies waarneemt
 - B. Gastateliers :
 - 1 persoon die de functie coördinatie waarneemt;
 - 4 personen die de functies productie en/of technische functies waarnemen;
 - 1 persoon die de functies pers- en promotieattaché waarneemt;
 - 1 persoon die administratieve functies waarneemt;
- 3° een tegemoetkoming inzake investering;
- 4° wat meer bepaald de gastateliers betreft, een tegemoetkoming voor al de activiteiten inzake productie, bevordering en verspreiding van films en videogrammen.

Art. 8. De minimumpercentages van de tegemoetkoming in de personeelskosten van de productieateliers en de gastateliers, worden vastgesteld als volgt :

- 54 % voor de personen die de functie coördinatie waarnemen;
- 65 % voor de personen die de functies realisatie, productie of pers- en promotieattaché of gelijk welke andere functie van dezelfde aard waarnemen;
- 73 % voor de personen die technische functies waarnemen;
- 90 % voor de personen die administratieve functies waarnemen.

Art. 9. De barema's die in aanmerking te nemen zijn voor de berekening van de bedragen van de tegemoetkoming in de personeelskosten worden vastgesteld als volgt :

- 1 092 592 F voor de personen die de functie coördinatie waarnemen;
- 907 892 F voor de personen die de functie realisatie, productie of pers- en promotieattaché of gelijk welke andere functie van dezelfde aard waarnemen;
- 808 219 voor de personen die technische functies of gelijk welke andere functie van dezelfde aard waarnemen;
- 655 555 F voor de personen die administratieve functies waarnemen.

Art. 10. De toekenning van toelagen aan de productieateliers en gastateliers die werden erkend in toepassing van de artikelen 1, 2 en 3 van dit besluit, wordt afhankelijk gesteld van de voorlegging door de verenigingen :

- 1° voor de werkingstoelagen en de personeelstoelagen, alsook voor de tegemoetkoming in al de activiteiten inzake productie, bevordering en verspreiding van films en videogrammen :
 - van een jaarlijks ontwerp van begroting;
 - van een activiteitenprogramma;
- 2° voor de investeringstoelagen :
 - van een jaarlijks investeringsplan.

HOOFDSTUK III. — De uitbetaling van de toelagen

Art. 11. De uitbetaling van de werkingstoelagen en de personeelstoelagen wordt in twee schijven uitgevoerd :

- de eerste, te weten 75 % van de toegekende tegemoetkomingen, na goedkeuring van de besluiten tot toekenning van toelagen;
- het saldo, op voorlegging van de bij artikel 12 van dit besluit bedoelde documenten.

Art. 12. De uitbetaling van de tweede schijf van de toelagen waarvan sprake in het vorig artikel, wordt afhankelijk gesteld van de voorlegging uiterlijk 31 maart van het volgende jaar :

- 1° voor de tegemoetkomingen inzake werking en de tegemoetkomingen voor al de activiteiten inzake productie, bevordering en verspreiding van films en videogrammen :
- van de rekeningen en de balans van het werkingsjaar, afgesloten op 31 december en goedgekeurd in de algemene vergadering; de rekeningen en de balans van de productieateliers en de gastateliers die een toelage van meer dan 1 500 000 F genieten, worden voorgelegd op standaardformulieren, afgeleverd door de diensten van de

Executieve, met als bijlage ofwel een afschrift van het verslag van de commissarissen der rekeningen, die de jaarrekeningen voor echt hebben verklaard, ofwel een attest van een buitenstaande accountant, die de jaarrekeningen heeft nagezien;

— van een activiteitenverslag;

2° voor de tegemoetkomingen inzake personeel :

— van een opgave van de uitgaven gedaan door de vereniging in de loop van het jaar voor de betaling van haar personeel; deze opgave wordt gestaafd met een attest, afgeleverd door de R.S.Z. met vermelding van het bedrag van de aangegeven lonen of met een attest van de commissarissen der rekeningen die de jaarrekeningen voor echt hebben verklaard; dit attest kan eveneens afgeleverd worden door een buitenstaande accountant, die deze rekeningen heeft nagezien.

Art. 13. De uitbetaling van de investeringsstoelagen wordt afhankelijk gesteld van de voorlegging van een staat van de werkelijk gedane investeringsuitgaven, gestaafd met de bijbehorende bewijsstukken.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1990.

Art. 15. De Minister is belast met de toepassing van dit besluit.

Brussel, 26 juli 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 2948

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon complétant l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, III, modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 1971;

Vu l'avis du Ministre ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre dans les plus brefs délais les mesures indispensables au maintien de l'état sanitaire de la forêt;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature, des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 2bis, 4° de l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux par les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'églises et associations de polders ou de wateringues modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 1971, il est inséré après le littéra c) un littéra d) rédigé comme suit :

« d) En Région wallonne, lutte phytosanitaire en forêt. Le taux de subside est respectivement de 30 % du montant de la dépense pour les résineux et de 45 % pour les feuillus. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1990.

Art. 3. Le Ministre qui a les forêts dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS